



## **« Pour en finir avec la droite, construire une véritable alternative de gauche »**

**Déclaration adoptée par le conseil national de Gauche unitaire  
10 et 11 avril 2010**

Les élections régionales des 14 et 21 mars marquent un important tournant de la situation française. La France va au-devant d'épreuves sociales et politiques décisives. La question de l'alternative s'en trouve posée en de nouveaux termes.

### **Face à une crise politique et sociale majeure...**

**Le scrutin de mars se déroulait dans un contexte d'approfondissement de la crise économique mondiale.** Celle-ci continue de produire ses effets en profondeur. Les politiques gouvernementales de soutien au système bancaire ont permis d'éviter une véritable dépression et un krach financier. Mais les États qui se sont le plus endettés à cette occasion, comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, constituent désormais la cible de la spéculation des marchés financiers et se trouvent menacés de faillite. Pour les marchés, il s'agit de faire payer la crise aux peuples, ce qui se traduit par le développement du chômage, une volonté de démanteler les mécanismes de protection sociale, l'accélération des processus de privatisation. Cette situation pèse sur les classes populaires et confronte les mobilisations sociales à la difficulté de s'opposer à une offensive d'une pareille dimension. Elle réunit simultanément les conditions de crises sociales et politiques majeures. C'est ce qui se produit en France.

**L'UMP vient ainsi essuyer une défaite sans appel.** Moins de trois ans après la victoire de Nicolas Sarkozy, la droite gouvernementale a obtenu son plus faible score de toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République, ce qui la confronte à un affaiblissement et à une délégitimation mettant en cause l'ensemble des aspects de son projet.

Le sarkozysme s'était imposé en 2007 par sa capacité à unifier les principaux secteurs de la classe dirigeante autour d'une perspective de révolution néoconservatrice à la française. Il s'était illustré par son aptitude à attirer les suffrages d'une fraction non négligeable de l'électorat populaire, au moyen d'un discours tournant autour de la revalorisation du travail et de la promotion des « méritants ». Il était parvenu à marginaliser le Front national par l'affirmation d'une volonté de remise en ordre de la société et par une thématique sur l'immigration destinée à conquérir les électeurs d'extrême droite. Il avait ensuite révélé sa capacité à conserver l'initiative et à remporter une série de succès non négligeables face au mouvement social. Aujourd'hui, la politique du régime est massivement rejetée, y compris par un secteur de l'électorat de droite. Pour une majorité de la population, il

ne symbolise plus que la volonté cynique de satisfaire les plus fortunés, un mode de gouvernement chaque jour plus éloigné des citoyens, l'enfermement dans un autoritarisme et un fonctionnement clanique générés par l'hyperprésidentialisation de la V<sup>e</sup> République.

**L'extrême concentration du pouvoir au sommet de l'État se retourne contre son initiateur : c'est une véritable crise de régime qui menace,** dès lors que la clé de voûte des institutions, la présidence de la République, révèle une perte d'autorité sans précédent depuis 1958. De même, la tentative d'aboutir à une bipolarisation de la vie publique grâce à la mise en place d'un parti quasi-unique de la droite, se retrouve en grande difficulté. Cela ouvre, au sein des élites dirigeantes, un débat crucial sur les solutions de rechange possibles à un pouvoir profondément affaibli.

**Cette grave crise politique se trouve encore approfondie par l'ampleur de la défiance que l'abstention aura révélée.** Cette abstention, qui aura vu les droites et les gauches perdre respectivement 9 millions et plus de 5 millions de suffrages par rapport au second tour de la présidentielle, revêt une puissante dimension sociale : ce sont les quartiers populaires, les ouvriers, les employés et les jeunes qui ont en premier lieu exprimé leur souffrance et leur désespérance. Elle possède également une forte dimension politique : l'action publique se trouve frappée d'une crise de sens face à un système économique dont le fonctionnement engendre des convulsions en série, d'un sentiment d'impuissance à agir sur le cours des choses. Il est, de ce point de vue significatif qu'une fraction importante de l'électorat traditionnel du camp conservateur ne se soit pas déplacée aux urnes. Elle se trouve aggravée par le mépris qu'affichent en toute occasion les gouvernants pour le vote des citoyens, mépris qui les a d'abord conduits à bafouer le rejet du traité constitutionnel européen en 2005, puis à annoncer que les régionales n'auraient aucun effet sur la gestion nationale des affaires par l'UMP. Atteignant une telle ampleur, le phénomène souligne que la représentation politique et institutionnelle ne correspond plus à la réalité du pays et de ses attentes.

**L'issue politique de cette crise est la question clé de la période qui s'ouvre.** Ou une alternative de nature à faire renaître l'espoir s'impose à gauche, ou cette conjoncture devenue totalement instable pourrait déboucher sur des défaites de grande ampleur. Pour conjurer le spectre de sa défaite en 2012, et pour répondre à la situation de la droite, le chef de l'État est en effet déterminé à poursuivre et accélérer sa politique de contre-réformes, à reprendre l'initiative en entreprenant la reconquête de son électorat. Mais l'exaspération pourrait également se trouver dévoyée vers des solutions populistes ou d'extrême droite.

**Les incertitudes de la nouvelle conjoncture française se mesurent à la remontée du Front national.** Ce dernier apparaît désormais en mesure de se reconstruire, après avoir vu une large partie de son électorat basculer vers le sarkozysme. Sa nouvelle progression, qui n'est pas étrangère à l'opération nauséabonde des gouvernants sur « l'identité nationale », recoupe presque exactement la carte des régions dévastées par le chômage, la désindustrialisation, la précarité croissante des conditions d'existence de la population. Elle se manifeste parallèlement à l'abstentionnisme populaire, trouve de nouvelles réserves de voix dans certaines zones d'influence de la droite traditionnelle, et réussit à échapper aux

réflexes du « vote utile ». Alors qu'il se révèle de nouveau en mesure de profiter d'une contestation rampante de la politique traditionnelle, la montée en puissance de la figure de Marine Le Pen pourrait permettre au FN de surmonter ses problèmes de stratégie et de leadership.

**Au lendemain des élections régionales, le contexte français se trouve dominé par une interrogation primordiale : même si les phénomènes ne se confondent pas, l'abstention de masse et le renouveau du vote en faveur du Front national pourraient être annonciateurs d'une crise de la démocratie elle-même.**

## **... Ouvrir une perspective d'espoir pour les classes populaires**

**La poussée de la gauche, dès le premier tour des régionales, puis à la faveur de la dynamique d'union enclenchée par les fusions de listes au second tour, ne saurait occulter l'importance des débats d'orientation et de projet qui la traversent.**

Le Parti socialiste aura été le principal bénéficiaire du vote sanction contre la droite. Il retrouve son statut de première force de la gauche, reconquiert une crédibilité de solution d'alternance possible pour 2012, et sa direction recouvre une autorité qu'elle avait largement perdue à la faveur du revers des dernières élections européennes. Pour autant, il ne dispose plus de l'hégémonie dont il a longtemps joui sur la gauche : Europe écologie et le Front de gauche sont les deux nouvelles réalités de la scène politique ; quant à l'ampleur de l'abstention populaire, elle relativise son succès électoral. Une majorité de sa direction persiste de surcroît dans sa logique d'accompagnement du capitalisme et du libéralisme, bien que celle-ci ait conduit à tous les désastres des 20 années écoulées, et que la crise à rebondissement du capitalisme en prouve chaque jour la vacuité. L'acceptation, par nombre de ses principaux dirigeants, Martine Aubry en tête, de la mise en cause du droit à la retraite à 60 ans, n'en est que l'expression la plus visible. Alors que la majorité UMP sort profondément affaiblie du scrutin des régionales, le PS se montre toujours aussi incapable de s'opposer sur le fond à l'action du gouvernement. En son cœur, en dépit de l'effondrement du Modem et de ce que révèle l'abstention des classes populaires, la tentation se manifeste de nouveau avec insistance de rechercher au centre le chemin d'une victoire électorale pour 2012. Telle est la toile de fond sur laquelle commencent d'ores et déjà à se préparer ses « primaires », au prix d'une présidentialisation accentuée de son fonctionnement et de l'édulcoration des choix stratégiques à opérer.

Des tentations similaires s'expriment du côté d'Europe écologie. Quoique moins fortement qu'aux élections européennes, cette coalition est une nouvelle fois parvenue à capter une aspiration profonde au renouvellement de la gauche et à la prise en compte de l'urgence écologique. Mais le projet au service duquel Daniel Cohn-Bendit la lança en vue du scrutin de 2009 se dessine de plus en plus visiblement : transformer cette construction en instrument de l'effacement du clivage entre droite et gauche, en lui permettant d'occuper tout l'espace de l'écologie politique et du centre. Cette démarche s'efforce de peser sur la recomposition à venir du champ politique et sur les équilibres de la gauche. Elle s'articule à l'ouverture de

négociations avec le PS en vue de troquer une candidature commune à la présidentielle contre l'assurance d'un important groupe de députés écologistes dans la prochaine Assemblée nationale. La survivance de la volonté transformatrice portée par le courant écologiste à ses origines, son ancrage à gauche et, au-delà, l'avenir même du parti des Verts, se trouvent ainsi mis en question.

**Sur fond de confusion dangereuse, d'acceptation d'un présidentielisme exacerbé et d'ignorance de ce qu'appellent les résultats des 14 et 21 mars, une redistribution des cartes s'amorce. Le débat n'en est que plus indispensable entre les orientations en présence à gauche.** Il ne saurait, pour cette raison, être question de dissimuler les désaccords qui se font jour, sous prétexte de préserver une « gauche solidaire » aux contours des plus illusoires. Il ne saurait davantage être question de cautionner des démarches sources d'une confusion si profonde qu'elles mènent à toutes les régressions et à de probables défaites.

**Toutes les forces à gauche sont confrontées à la question essentielle des réponses globales à apporter à la crise historique du capitalisme.** Alors que les politiques libérales et la gestion des effets de la crise par la droite ont porté les déficits publics à un niveau jamais atteint, l'alternative est claire : ou s'inscrire dans le respect des exigences des marchés en tentant de réguler à la marge un système mondialisé et financiarisé à l'extrême ; ou s'engager résolument dans une démarche de combat contre l'austérité et de rupture avec la logique de ce capitalisme qui menace les êtres humains comme la planète d'authentiques catastrophes.

**L'aspiration à l'unité, telle qu'elle s'est exprimée avec force au sein du peuple de gauche le 21 mars, est légitime. Sauf à produire de nouvelles et terribles désillusions, elle ne peut cependant s'égarer dans le soutien à des politiques inaptes à prolonger la défaite espérée de la droite : c'est un processus de changement radical qu'attendent des millions d'hommes et de femmes.** Être à gauche aujourd'hui, c'est se montrer à la hauteur du raz-de-marée qui vient de submerger le sarkozysme. C'est se tourner prioritairement vers les classes populaires. C'est retrouver le chemin d'une transformation profonde de la société. C'est donc tourner le dos au social-libéralisme, lequel a amplement prouvé qu'il menait à des impasses mortifères. C'est refuser l'écolo-libéralisme, qui ne peut représenter d'issue aux dévastations environnementales entraînées par le capitalisme. C'est faire corps avec le mouvement populaire, à l'occasion de toutes les confrontations qui s'annoncent.

**Rien ne serait, à cet égard, pire que d'attendre 2012. C'est dès à présent, et sur le terrain social, que se joue l'issue de l'affrontement avec la droite et le Medef.** Tout atteste que le clan aux affaires va désormais s'efforcer de reprendre la main en rassemblant ses partisans, en se recentrant sur le noyau dur de sa base électorale, en abandonnant les leurres d'une « ouverture » qui a surtout exaspéré son propre camp. Si son action est désavouée par le pays, il ne dispose d'aucune autre politique possible dès lors que son choix est de satisfaire aux exigences du patronat et des marchés, sur fond de crise économique approfondie. Il va dès lors s'efforcer de radicaliser son action, de pousser les feux de sa politique de refonte réactionnaire de la société, de lancer une nouvelle offensive contre les conditions d'existence et de travail du plus grand nombre, de réactiver sa démagogie sécuritaire, d'accentuer ses attaques contre l'immigration et la jeunesse des banlieues. Il cherchera, à cette fin, à

profiter des inconsistances d'une grande partie de l'opposition parlementaire, ainsi que des difficultés du front syndical à proposer aux salariés la perspective crédible de convergence des luttes qui s'imposerait au vu de la gravité de la situation. C'est sur le dossier des retraites, mais aussi sur ceux de l'emploi, des salaires et des services publics, que vont se nouer les rapports de force de la prochaine période.

**Ce pouvoir minoritaire peut parfaitement être battu.** Sa seule force lui vient de la faiblesse et des tergiversations de ses adversaires. Se lancer, comme il s'y prépare, dans une épreuve de force sociale en dépit de sa faible légitimité, alors que la colère grandit dans le pays, que le bipartisme se révèle en échec et que les divisions ne cessent de se creuser à droite représente un calcul à hauts risques. **Encore faut-il, pour qu'il soit battu à coup sûr, que le monde du travail puisse s'adosser à une perspective politique à la hauteur.**

Plus que jamais, nous avons besoin d'une gauche qui, face à la faillite patente d'un capitalisme toujours plus vorace, ose affronter le dogme libéral dominant et faire de la satisfaction des exigences populaires sa priorité. Une gauche qui ne se détournera plus de la question déterminante de la redistribution des richesses, pour financer la retraite à 60 ans, créer des emplois, augmenter salaires et minima sociaux, redéployer les services publics. Une gauche qui fasse passer la défense de l'environnement avant les profits et qui ne se contente pas d'un « capitalisme vert ». Une gauche qui entende reprendre la main sur l'économie, nationaliser pour ce faire les grandes banques et constituer un pôle financier public, engager un mouvement de réappropriation publique de tous les secteurs d'activité correspondant à des besoins fondamentaux des populations. Une gauche qui oppose à l'hyper-présidentialisme sarkozyen et à la future contre-réforme visant à étrangler les collectivités territoriales, le besoin d'une grande révolution démocratique, passant par l'instauration d'une VI<sup>e</sup> République. Une gauche qui rompe avec le traité de Lisbonne et avec la construction libérale de l'Europe, dans les limites desquels aucune politique de gauche ne pourra jamais être conduite. Une gauche qui ne se dérobera pas, à la chaleur des confrontations en préparation, à affirmer que Sarkozy et sa majorité sont illégitimes, que le peuple doit recouvrer la parole, qu'il faut pour cela dissoudre l'Assemblée nationale et procéder à de nouvelles élections générales.

## **Des Assises du Front de gauche pour ouvrir une nouvelle voie à gauche**

**Le Front de gauche doit être un acteur essentiel de la reconstruction d'une telle gauche. Si, aux régionales, il a bénéficié d'une dynamique encore limitée, il ne s'en est pas moins enraciné, au point d'acquérir une véritable visibilité sur le champ politique et de devenir la troisième composante de la gauche. Le choix des formations initiatrices du Front de gauche, associées à leurs divers partenaires des listes « Ensemble pour des régions à gauche », de présenter des listes autonomes dans une majorité de régions, s'est dès lors révélé fondé.**

Certes, le Front de gauche est une construction aussi neuve qu'inédite. Il regroupe des formations aux histoires et aux identités différentes et en son sein les débats sur les moyens d'assurer sa pérennité restent ouverts. Il ne peut, pour cette raison, que progresser pas à pas, sur la base de l'expérience réalisée en commun, et au moyen de discussions franches autant que fraternelles. Cela rend compte des délais

nécessaires à son affirmation comme force politique à part entière. Et cela explique les tensions qui peuvent parfois l'affecter, les désaccords ponctuels qui surgissent, les effets que peuvent entraîner les débats agitant telle ou telle de ses composantes.

Au scrutin de mars, il a néanmoins démontré son potentiel de polarisation politique, en élargissant ses listes à de nouvelles réalités militantes (selon les régions, République et socialisme, les Alternatifs, des secteurs de la Fase, des sections du NPA, le M'pep, le PCOF, ou Alternative citoyenne en Île-de France...). Il est désormais une réalité incontournable que doivent prendre en compte toutes les organisations, courants ou individus qui voudraient agir pour que la gauche redevienne la gauche : secteurs de la mouvance socialiste ou écologiste, convaincus qu'il est grand temps de sortir des impasses du renoncement ; acteurs sociaux conscients que leurs combats quotidiens doivent impérativement trouver un prolongement politique pour atteindre leur pleine efficacité ; militants du Nouveau Parti anticapitaliste qui se retrouvent devant le nouvel échec où les a menés une orientation de repli ; composantes de la gauche alternative, qu'elles aient ou non participé aux listes unitaires des régionales. Au-delà des compétitions électorales, son existence et le rassemblement qu'il symbolise peuvent encourager les mobilisations populaires. L'écho qu'il rencontre auprès de divers secteurs du monde syndical ou associatif dessine même la possibilité de nouvelles formes de coopération entre les équipes militantes du mouvement social et les organisations de la gauche de gauche.

**Le Front de gauche a, aujourd'hui, la charge d'assumer ses nouvelles responsabilités.**

**Il lui incombe d'abord de dépasser une existence rythmée par les seules échéances électorales, pour devenir un instrument permanent de construction d'une alternative de gauche, un vrai front politique et social.** Ce qui suppose, en tout premier lieu, de prolonger son engagement dans les deux derniers scrutins d'une présence forte et régulière dans les mobilisations, à commencer par celles que cristallisera la défense des retraites, afin d'y faire exister les réponses politiques qu'exige la situation.

**Il lui faut encore s'ouvrir à toutes celles et tous ceux qui partagent sa démarche de construction d'une perspective à vocation majoritaire au cœur de la gauche, en faisant bouger les lignes à l'intérieur de cette dernière.** Cela concerne au premier chef les syndicalistes et animateurs du mouvement associatif, mais aussi les acteurs du combat culturel et intellectuel, dont l'apport et l'expérience seront précieux pour franchir une nouvelle étape. Cela concerne aussi les courants de gauche ou écologistes, ainsi que ceux de ses partenaires des élections régionales, qui partageraient cette perspective.

**Il lui appartient enfin de trouver le chemin d'une véritable dynamique militante et populaire,** allant au-delà d'un fonctionnement cartellisé. La tenue, sur le terrain, d'assemblées régulières de discussion, ouvertes à toutes celles et tous ceux qui seraient intéressés et qui partageraient ses objectifs politiques, même s'ils n'adhèrent à aucune des composantes nationales du rassemblement, pourrait en être le moyen.

**Il a besoin, au service de ces objectifs, de se doter d'une plate-forme partagée, d'un programme,** restituant la cohérence d'ensemble de son action et commençant d'affirmer un véritable projet de société.

**Au-delà, le Front de gauche se doit de porter avec visibilité, dans le débat public, la solution politique adaptée aux attentes populaires et susceptible de rassembler une majorité à gauche et dans le pays.** À partir d'une position claire, il peut contribuer à dissiper la confusion entretenue par les évolutions en cours à la direction du Parti socialiste ou du côté des principales figures d'Europe écologie.

**L'heure est à un nouveau Front populaire.** Le contexte actuel appelle une perspective politique qui rompe avec les alternances du passé et récuse les errements du social-libéralisme. Un Front populaire qui s'appuie en permanence sur la mobilisation des travailleurs, seule à même d'assumer la confrontation nécessaire avec les classes possédantes. Qui se rassemble autour d'un programme de rupture avec l'ordre établi. Qui fasse converger les réflexions présentes dans le mouvement social avec celles de la gauche qui n'entend pas se contenter d'une modeste alternance, mais agit pour un total bouleversement des orientations suivies à la tête du pays.

**C'est à partir de cette proposition d'un nouveau Front populaire que le Front de gauche devra s'adresser au peuple de gauche et participer aux débats de clarification qui commencent au sein de la gauche.**

**Cette plate-forme partagée et cette offre politique pourraient sortir des Assises du Front de gauche, dont Gauche unitaire a suggéré la tenue à ses partenaires d'ici la fin de l'année 2010.** Ces Assises devraient faire l'objet d'une préparation à l'échelon local comme départemental. Elles auraient pour premier objectif d'œuvrer à un processus approfondi d'élaboration d'une nouvelle offre stratégique et programmatique à gauche. Elles seraient, à cet égard, de nature à permettre aux militants syndicaux et associatifs, aux forces issues du monde de la culture et de la création, de prendre toute leur place dans cette construction novatrice qu'est le Front de gauche, contribuant à lui donner un nouvel élan. Elles pourraient, sur cette base, poser un jalon de la discussion qui devra suivre pour organiser l'intervention commune à l'occasion des échéances politiques et électorales des deux prochaines années. Elles représenteraient enfin le cadre de son élargissement aux forces et sensibilités en accord avec une démarche consistant à changer la gauche en y conquérant la majorité sur une orientation de transformation sociale et écologique.

**Il n'y a pas un instant à perdre : l'alternative qu'il convient de bâtir de toute urgence passe par le développement du Front de gauche !**